

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 130 (1985)
Heft: 1

Buchbesprechung: La Suisse est-elle gouvernable? [Georges-André Chevallaz]

Autor: Pedrazzini, Dominic M.

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 09.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Georges-André Chevallaz

La Suisse est-elle gouvernable ?

Entretiens écrits avec Pierre du Bois

Un ouvrage présenté par le capitaine Dominic M. Pedrazzini*

«*En Suisse, on ne renverse pas les montagnes, on les perce...*»
G.-A. Chevallaz

Il y a des livres qui laissent des regrets. Celui-ci en est un. Il s'arrête trop vite. On aimerait cheminer longtemps encore avec l'auteur sur les sentiers escarpés, souvent rocaillieux, parfois fleuris, des sommets de la «chose publique» helvétique. Le guide est sûr, avisé, malicieux. Il connaît sa montagne. Ses compagnons de route – ses lecteurs – aussi. Il ne veut pas les essouffler à la première cime car, en chemin, il y a tant à découvrir. Mais il suscite l'envie d'une nouvelle ascension.

Après les premières excursions avec *La Suisse ou le sommeil du juste* (1967) ou *Les Raisons de l'Espoir* (1979), on amorce ici une autre escalade. Mais le parcours est soigneusement jalonné: les 142 questions du professeur, historien – et complice – Pierre du Bois révèlent, peut-être davantage que des mémoires, la démarche du conseiller fédéral Georges-André Chevallaz, sa réflexion, ses sentiments. On parvient à comprendre le fonctionnement du Conseil fédéral, vu de l'intérieur, l'organisation de ses tâches, le dérou-

* Lausanne, L'Aire 1984.

lement des séances, l'emploi du temps d'un chef de département: des journées qui commencent entre 4 et 5 heures du matin et se prolongent, par des réunions ou des réceptions, fort avant dans la nuit.

Poursuivie en cinq étapes – Conseil fédéral, Finances, Monnaie et banque, Armée et Conclusion – cette approche des hautes sphères livre, selon l'auteur, «les préoccupations disparates d'un conseiller fédéral, au jour le jour, chargées du tout-venant, où les questions d'intendance et de détail, le réseau contraignant des chiffres côtoient sans cesse les problèmes les plus généraux dans lesquels ils s'imbriquent».

Du foisonnement des questions se dégagent des axes d'investigation plus précis: l'homme, le pays, l'Etat, le monde. Autour se développe un réseau complexe – mais clairement expliqué par des exemples concrets – de courroies de transmission, de moyens d'expression et d'impulsion: la démocratie, le fédéralisme, les institutions, la collégialité, l'information, entre autres paramètres que

sous-tendent l'histoire et l'humanisme. L'auteur ne vise pas le pouvoir en soi. Il l'accepte comme discipline civique. C'est l'intransigeante école de la raison. La politique: un exercice des facultés d'assimilation et de réalisation qui aiguise le sens des responsabilités. L'acuité d'une observation soutenue et permanente, le contact direct avec l'ensemble des citoyens, la ferme volonté enfin d'arriver au but permettent à l'homme d'Etat de maîtriser la situation.

La victoire comme la défaite n'obsèdent pas Georges-André Chevallaz. Il a parfois été battu. Vaincre ou perdre semblent davantage pour lui un moyen d'aller plus loin, de permettre à d'autres de s'engager plus sûrement dans une voie difficile, d'affronter d'autres résistances. Ecrire une autre page d'histoire, écouter une autre symphonie, découvrir d'autres chemins, justifient à ses yeux une accalmie en forêt ou en famille.

Arrivé sur un surplomb, le guide reprend son souffle et regarde vers le bas la distance parcourue: l'évolution des hommes et de leurs idées, le cours de l'Histoire. Au fond des vallées des pays forestiers, la lente assimilation des Suisses au processus fédéral: «... une alliance de petites communautés indépendantes – jalouses de leurs libertés et de leurs priviléges, se méfiant les unes des autres – une coalition de résistances antiautoritaires, se groupant **contre** le pouvoir extérieur et non **autour** du pouvoir intérieur». Machiavel et Bonaparte

ont la faveur de l'historien en des citations incisives, appuyant une démonstration ou renvoyant son interlocuteur à ses classiques.

Les chapitres consacrés aux finances et aux questions bancaires témoignent d'un souci d'exactitude que corroborent chiffres et statistiques arides. Le premier étonnement passé de les trouver là, on les accepte – à défaut peut-être de les lire tous –, car nécessaires à la rigueur du raisonnement et de la démonstration économiques.

Soucieux de la santé des finances publiques, le grand argentier se bat contre l'endettement croissant de la Confédération: «... un poids mort pour les temps de crise qui pourrait exiger une plus grande fermeté et une plus grande mobilité d'action de la Confédération. L'endettement hypothèque la liberté.»

Si l'équilibre du budget n'est pas la priorité exclusive, un «déficit contrôlé» ne se justifie en temps de crise que par une défense crédible, une économie concurrentielle, une formation professionnelle adéquate et une sécurité sociale équitable. «Plus qu'un miracle, c'est l'effort de modération de ces dix années qui a amélioré la situation. Il doit être fermement poursuivi. Car il ne faut pas se laisser prendre au piège des plus-values fiscales occasionnelles et provisoires.»

On connaît en Suisse le pouvoir de la monnaie. En saisit-on toujours le rôle? Le coût de la vie, la sécurité de l'emploi et la balance commerciale,

entre autres, en subissent les à-coups. La situation particulière de la Banque nationale, ses moyens d'action et ses relations avec la Confédération, placent cette institution au centre du débat financier. Les comptes du ménage fédéral parlent, sous la plume de M. Chevallaz, un langage plus clair et plus vivant que nulle part ailleurs.

L'explication de la situation confuse issue d'une conjoncture difficile prend ici, au gré du dialogue, l'allure d'un aparté confidentiel et amical.

L'armée apporte au conseiller fédéral vaudois de grandes satisfactions. Une plus large autonomie de gestion mais un contrôle serré des finances ne permettent pas au ministre de la Défense de se comporter en «condottiere indépendant». A défaut d'un commandant en chef en temps de paix, l'armée suisse a un chef du Département militaire qui «plus qu'un arbitre, est seul responsable devant le Conseil fédéral et le Parlement de la conduite de l'armée». L'explication et la raison des divers organes dont il dispose – entre autres, la redoutée Administration militaire fédérale – introduit au cœur des problèmes et des décisions prises ces dernières années: coman-

dement, recrutement, efficacité, armement, infrastructure et image du combat.

Citant Raymond Aron, l'auteur souligne que «la capacité suisse de dissuader l'agression dépend à la fois des moyens matériels accumulés par le Gouvernement et du courage, de la cohésion que les chefs d'Etat prêtent au peuple».

En conclusion, G.-A. Chevallaz ne tire pas de bilan à proprement parler. Un tour d'horizon international le rassure et nous donne confiance, non sans convenir: «Ce pays serait anarchique, si l'instinct de conservation, un certain conformisme social, ne tempéraient les particularismes et les individualismes en faisant prévaloir un ordre de mesure et de raison dans le comportement politique.» Effort de cohésion et solidarité, indépendance et fermeté doivent guider les responsables de l'avenir du pays que nous sommes tous car le combat n'est jamais achevé, et la menace est toujours latente du recours à la déraison. Et le combat commence ici et en nous, «dans notre jardin».

D. M. P.